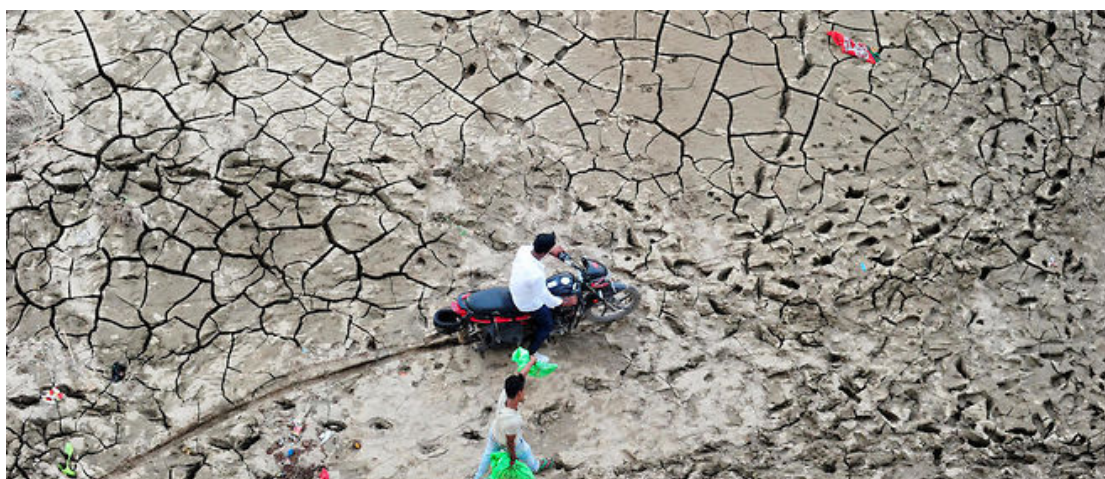




## L'Inde face au défi de l'eau

De nouvelles émeutes liées à l'eau ont éclaté dans la région de Bangalore. Le pays est de plus en plus proche d'une crise majeure liée à l'eau.



La décision prise mardi 13 septembre par la Cour suprême indienne a entraîné d'importantes émeutes dans la région du Karnataka (Bangalore). Les habitants de cet État sont furieux après que la cour a formulé une obligation de partager l'eau potable disponible avec l'État voisin le Tamil Nadu. Celle-ci a obligé le premier à ouvrir les vannes de ses barrages pour augmenter le débit du fleuve Cauvery qui traverse les deux États. Quelque 15 000 policiers ont été déployés dans la ville de Bangalore, placée sous la loi martiale. Les crises liées à l'eau sont récurrentes dans le sud de l' Inde .

### La « révolution verte »

Ce n'est pas le premier conflit lié à la répartition de l'eau qui éclate en Inde. En début d'année le manque d'eau à New-Delhi avait provoqué des émeutes et la mort de 19 personnes. En 2009, d'importantes émeutes avaient également eu lieu à Bombay. On peut aussi rappeler les nombreuses manifestations liées à l'usine Coca-Cola de Plachimada .

Dans les années 1960, l'Inde est entrée dans sa « révolution verte », dont l'objectif était de rendre autosuffisant alimentaires un pays souvent touché par la famine. Cela a fonctionné en ce qui concerne la production agricole. Mais en 2010, fait rare, le pays a dû importer des denrées alimentaires. Il ne sort pas donc totalement de la catégorie des « moonsoon economy », économie rurale dépendant de la mousson. Et le pays en est de plus en de plus dépendant, du fait de l'épuisement de ses ressources naturelles en eau.

### Une crise énergétique

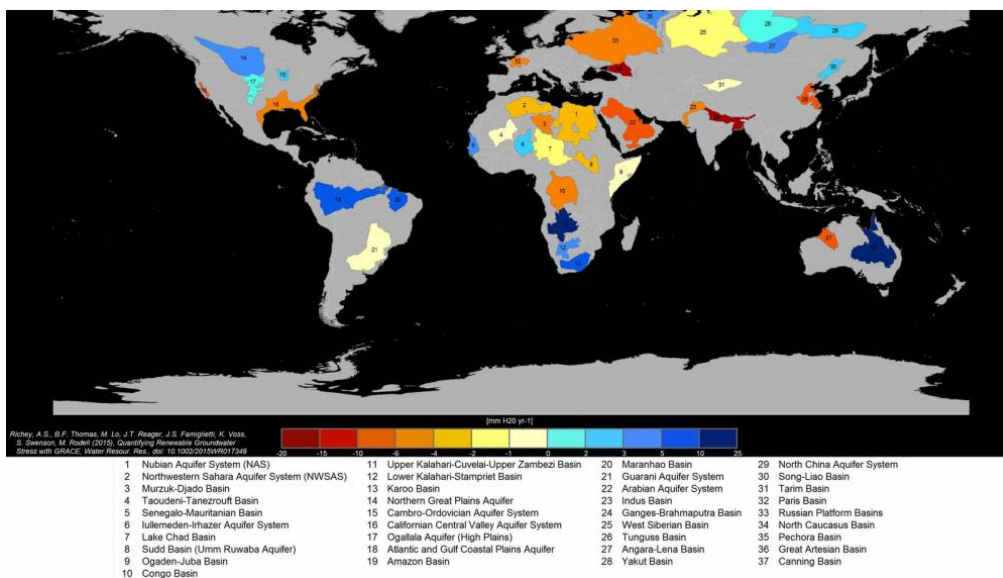
Jean-Christophe Maréchal du BRGM (Bureau des recherches géologiques et minières) qui a passé plusieurs années en Inde, explique : « La révolution verte a entraîné un développement des engrais, mais surtout de l'irrigation. On est passé de l'utilisation des eaux de surface (lacs, fleuves...) aux eaux souterraines, avec 25 millions de forages dans le pays qui ont entraîné une baisse importante des nappes aquifères. » Ce changement a eu pour effet d'augmenter la production céréalière, aidé par une politique d'électricité gratuite pour pomper l'eau. À cela s'ajoute une démographie qui a suivi l'accroissement des productions agricoles.



[Visualiser l'article](#)

En plus d'avoir provoqué une crise énergétique, cette méthode a aussi entraîné la crise de l'eau. Selon le chercheur qui cite une étude de l'IRD (Institut de recherche pour le développement), « les eaux souterraines peu profondes (60 mètres, NDLR) seront vides d'ici 10 ans si le type de culture agricole ne change pas ».

Les régions du sud de l'Inde sont plus sèches que celles du nord, irriguées par les eaux de l'Himalaya. Cependant, les régions du Nord sont de plus en plus touchées et leurs grandes ressources aquifères, qui se situent dans le bassin du Gange et le bassin de l'Indus, font partie des plus affectés par la baisse des ressources en eau au monde. C'est ce que montre une étude de la Nasa sur les bases de la mission Grace :



étude de la mission GRACE (2003-2013): un tiers des grandes des grandes nappes aquifères en détresse  
**Des projections inquiétantes qui peuvent être évitées**

De nombreux accords existent pourtant pour réguler la répartition de l'eau en Inde, notamment en fonction des aléas météorologiques. Ce qu'explique François Molle de l'IRD, spécialiste des questions de gestion et de politique de l'eau : « Il existe un projet d'interlinking (relié par des canaux) du bassin du Gange avec le sud de l'Inde, mais le dossier est complexe et prend du temps. » Il explique que certains conflits comme celui du Cauvery sont dus à des politiques de part et d'autre contradictoires « les États en amont ont tendance à faire plus de barrage et ceux en aval à développer leurs irrigations pour justifier un fort besoin en eau, dans des contextes pas toujours bien définis ».

Une crise allant jusqu'à l'assèchement des nappes enfouies et se reposant sur le débit fluvial aurait évidemment des conséquences dramatiques dans un pays où « des centaines de millions de personnes survivent de la production alimentaire du pays », précise François Molle.